



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Femmes et résistance non-violente durant la Seconde Guerre mondiale

Sarah Timperman
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Mai 2022

Défendre des valeurs et sauver des vies

Tout comme les hommes, les femmes ont résisté activement, mais aussi de façon non violente à la présence de l'occupant. Que ce soit de manière individuelle ou collective, les femmes ont exprimé leur refus de la domination allemande et se sont engagées de manière pacifique pour défendre les valeurs antifascistes ou pour sauver des vies menacées par le régime nazi.¹

La résistance des femmes belges s'est exprimée de différentes façons. Tout d'abord de manière symbolique. Elles n'ont pas hésité à défier l'occupant en montrant leur attachement patriotique lors de manifestations publiques, comme ce fut le cas le 11 novembre 1940 à Bruxelles. Ce jour-là, aux côtés des hommes, des centaines de femmes bravant l'interdiction, ont rendu hommage au Soldat inconnu. Plus concrètement, les femmes ont, dès le début de l'Occupation, participé de manière importante à l'élaboration, et à la diffusion de journaux et tracts de contre-propagande hostiles à l'occupant. Enfin, elles se sont engagées en soutenant les familles des victimes de la répression. *Solidarité*, l'organisme d'entraide clandestin du Front de l'Indépendance, comptait des milliers de femmes qui se sont dévouées afin de récolter et distribuer des fonds aux proches des résistants capturés par l'ennemi.

Cette « résistance de solidarité »² dans laquelle les femmes se sont particulièrement distinguées connaît un essor important dans la seconde moitié de l'année 1942. Le nombre de personnes recherchées par l'occupant augmente considérablement à la suite de l'imposition du travail obligatoire en Allemagne et de la mise en œuvre de la déportation des Juifs. Ces deux mesures ont incité nombre de femmes à braver le danger et à cacher des clandestins ; leur motivation était autant humanitaire que politique. Jusqu'à la fin de l'Occupation, des milliers de Juifs, de réfractaires, de résistants, de prisonniers de guerre évadés ou de soldats alliés devront leur survie à l'action d'anonymes, et parmi ceux-ci de nombreuses femmes qui leur ont fourni un abri et de la nourriture.

¹ Sur la résistance passive, voir l'article de Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe (1939-1943)*, Paris, Payot, 1989.

² Voir l'article de Catherine Lacour-Astol, « La résistance de solidarité. Une forme de Résistance révélée par la répression », in Robert Vandebussche (dir.), *La clandestinité en Belgique et en zone interdite (1940-1944)*, Lille, Institut de recherches historiques du Septentrion, 2018, p. 51-71.

Il est à souligner ici que les femmes ont joué un rôle central dans le sauvetage des enfants juifs. Au mois de septembre 1942, au moment des premières rafles à Anvers et Bruxelles, de nombreuses familles juives cherchent des lieux pour se cacher ou cacher leurs enfants, souvent avec difficultés. C'est dans ce contexte qu'est créé le Comité de Défense des Juifs dont un des objectifs est de trouver des lieux d'hébergement et apporter de l'aide aux Juifs entrés dans la clandestinité. La « section enfance » de ce comité est composée exclusivement de femmes. Elles ont pour mission de repérer des enfants à cacher, chercher des places auprès des institutions et des particuliers, convoier les enfants, veiller au paiement des pensions ainsi qu'au suivi des soins médicaux et le cas échéant changer de cachette en cas de danger. Assistantes sociales, institutrices, juives et non-juives, en tout, plus d'une vingtaine d'agentes du Comité de Défense des Juifs se chargent de ces différentes missions. Yvonne Nèvejan³, directrice de l'Œuvre nationale de l'Enfance (ONE), apporta une contribution majeure à cette entreprise qui permit le sauvetage de plus de trois mille enfants juifs en Belgique.



Andrée Geulen, jeune institutrice bruxelloise, a contribué à cacher et sauver environ 300 enfants juifs durant la Seconde Guerre mondiale. © Kazerne Dossin/Fonds Geulen

« Du pain, du lait pour nos gosses ! »

Les femmes ont également exprimé leur opposition en prenant part à la contestation sociale et ont été le fer de lance du mouvement de protestation dénonçant les défaillances du ravitaillement allemand. Étant au centre du foyer, elles ont ressenti de manière plus aigüe les pénuries provoquées par l'Occupation et les difficultés à nourrir leur famille. Dès le mois de décembre 1940, elles se sont mobilisées pour réclamer des mesures qui pouvaient améliorer le quotidien. Par la suite, leur action s'est intensifiée et, à la fin du mois de mai 1941, le *Comité des ménagères* a organisé une grande marche qui a rassemblé plus de 3 000 femmes défilant dans les rues de Bruxelles scandant le slogan « Du pain, du lait pour nos gosses ! »⁴

³ Yvonne Nèvejan (15/11/1900 – 10/08/1987) est une des premières femmes en Belgique à obtenir un diplôme d'auxiliaire sociale en 1922. Entrée au secrétariat de l'ONE, elle continue à se former notamment aux États-Unis où elle obtient un Master of Arts en sciences politiques et sociales à l'Université d'État de New York. Nommée directrice adjointe de l'ONE en 1938, elle en assume la direction générale en mai 1940. Elle parvient à préserver cet organisme de toute ingérence de l'occupant et collabore avec le Comité de Défense des Juifs pour lequel elle place de nombreux enfants, notamment dans les homes de l'ONE. Elle reçoit le titre de Juste parmi les Nations en 1965.

⁴ Voir l'article en ligne de Chantal Kesteloot, *Femmes contre la faim et... contre l'occupant*, site du Cegesoma : Belgium WWII (<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/femmes-contre-la-faim-et-contre-l-occupant.html>), consulté le 06/05/2022.

Leur action est relatée par le Drapeau rouge, journal clandestin du Parti communiste :

Depuis des mois déjà, de nombreuses délégations de femmes se sont adressées aux pouvoirs publics pour réclamer une amélioration du ravitaillement, parfois pour exiger le retour des prisonniers de guerre. Chaque fois, ces pouvoirs comblaient ces délégations... de promesses dont la réalisation ne venait jamais. Excédées par la situation de plus en plus tragique, les travailleuses de notre pays sont passées à une action plus énergique. Revendiquant surtout des pommes de terre, l'augmentation de la ration de pain, de la viande, du lait pour les enfants et vieillards, les femmes ont commencé à accompagner en masse leurs délégations auprès des autorités et à manifester dans les rues et sur les marchés où elles réclamaient une diminution des prix. [...] Comme les grèves, les actions des femmes marquent la misère croissante dans les foyers ouvriers et la combativité de plus en plus grande des femmes travailleuses et ménagères.⁵

En effet, au même moment, dans les bassins miniers liégeois, se déroulait la « Grève des 100 000 » à laquelle les femmes prennent une part active. Ailleurs dans le pays, à Gand, Mouscron et dans le Borinage, d'autres femmes se sont mobilisées pour obtenir un meilleur ravitaillement et la libération des prisonniers de guerre. Elles ont eu recours parfois à des interruptions de travail, comme les travailleuses du textile à Gand qui ont revendiqué une prime unique de pouvoir d'achat en octobre 1942.

Parmi ces femmes qui participent à l'organisation de la « Grève des 100 000 » à Liège, il y a Suzanne Grégoire⁶. Déjà à l'origine de l'action du *Comité des ménagères*, elle met également sur pied en 1941 des comités de chômeurs et de secours, préfiguration de l'*Union des femmes et mères de prisonniers de guerre*, qui organisent des manifestations de rue. Elle fonde au mois de mai l'organe clandestin *La Voix des femmes* qui relaie les raisons du mécontentement et appelle à la mobilisation. Le journal disparaît peu après son arrestation, le 19 mars 1943. Entrée dans la Résistance active au sein du Front de l'Indépendance, elle est déportée à Vught aux Pays-Bas, puis à Ravensbrück.

⁵ Numéro spécial. Juin 1941. Extrait repris sur le site de Solidaire (<https://www.solidaire.org/articles/mai-1941-la-greve-des-100-000-gagner-une-greve-en-temps-de-guerre>)

⁶ Suzanne Grégoire (21/01/1906 – 18/12/1982) : Apprentie couturière puis ouvrière à l'usine, Suzanne Grégoire devient membre du Parti communiste en 1934. Secrétaire politique de la section d'Herstal et responsable des Femmes communistes, elle siège au Comité central du parti à partir de 1939. Après la guerre, elle est élue députée à la Chambre (1946 à 1948). En 1951, elle démissionne de ses fonctions au sein du P.C., mais continue la politique au niveau local. Notice biographique par José Gotovitch sur *Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (<https://maitron.fr/spip.php?article150355>). Consulté le 06/05/2022.

La solidarité dans les camps

La résistance dans les camps ne pouvait être par essence que passive pour la majorité des détenues. Se restreindre au travail pour saboter la production était à peu près la seule façon d'exprimer son insoumission. Résister en déportation signifiait avant tout rester en vie : parvenir à améliorer son quotidien en trouvant un surplus de nourriture et de vêtements, éviter de prendre des coups et faire en sorte d'être affecté à un commando de travail le moins pénible possible. Ne pas se laisser détruire physiquement, mais aussi moralement en luttant contre la déshumanisation. Il fallait essayer de conserver sa dignité, « prendre soin » de soi, par exemple en faisant une toilette sommaire quotidienne, pour les plus chanceuses avec un morceau de savon, maintenir une apparence physique et tenter de sauvegarder un peu de sa féminité.



Détenues avec leur bébé peu après la libération du camp de Ravensbrück. Sans la solidarité organisée par les autres prisonnières, ces nouveau-nés n'auraient jamais survécu aux terribles conditions de vie du camp. © Gedenstätte Ravensbrück/Stiftung Brandenburgische Gedenstätte

Tout acte s'opposant aux règles du camp était un acte de résistance. Dès lors, le fait d'exprimer sa solidarité en partageant son pain ou en protégeant une camarade affaiblie représentait une véritable défiance envers l'ordre concentrationnaire. De la même façon, pour lutter contre le découragement, les déportées se réunissaient pour discuter, se raconter leur histoire, réciter des poèmes, fêter les anniversaires... Tous ces moments étaient interdits et se faisaient en cachette des S.S. et des *kapos*. Appartenir à un groupe au sein duquel les détenues veillaient matériellement et moralement les unes sur les autres augmentait de manière significative les chances de survie. La solidarité pouvait s'exercer plus spécifiquement par des déportées ayant une fonction privilégiée dans le camp, car affectées à un commando ou un poste stratégique. C'était le cas, par exemple, de celles qui travaillaient dans les bureaux de l'*Arbeitsstatistik* (service chargé de la répartition et l'affectation des détenues dans les commandos). Elles pouvaient aider leurs camarades en falsifiant les listes pour leur éviter d'être versées dans des commandos pénibles et augmenter de ce fait leurs chances de survie. Ainsi Mala Zimetbaum⁷, un des symboles de la résistance à Birkenau, travaillait comme traductrice et courrière. Malgré les énormes risques encourus, elle a aidé de nombreuses codétenues en leur fournissant de la nourriture, des vêtements, des messages ou en falsifiant des listes. À l'infirmerie du camp également, des déportés médecins ou infirmiers tentaient de garder « à l'abri » les détenus affaiblis, leur permettant ainsi de se soustraire à un travail harassant pouvant les mener à la mort.

⁷ Mala Zimetbaum, née à Brzesko en Pologne le 26 janvier 1918, est une résistante juive polonaise résidant à Anvers. Elle est déportée le 15 septembre 1942 par le dixième convoi de Malines. Arrivée à Auschwitz, elle est sélectionnée pour servir de traductrice et de courrière. Elle parvient à s'évader du camp, mais est reprise après douze jours de fuite. Elle est exécutée le 15 septembre 1944 sur la place d'appel de Birkenau.



Le docteur Adélaïde Hautval déportée comme « Amie des Juifs » a aidé de nombreuses détenues d'Auschwitz et de Ravensbrück. © DR

Enfin, concluons avec le parcours de la doctoresse Adélaïde Hautval, médecin-psychiatre d'origine alsacienne⁸. Installée dans le sud-ouest de la France au début de la guerre, elle est arrêtée au mois de mai 1942 à Vierzon, pour franchissement illégal de la ligne de démarcation. Incarcérée à la prison de Bourges, elle assiste à la maltraitance envers les familles juives détenues en même temps

qu'elle et prend leur défense. La Gestapo l'oblige alors à coudre un bandeau « Amie des Juifs » sur son vêtement et décide de lui faire partager leur sort. Emprisonnée dans divers camps et prisons en France, elle est finalement déportée de Compiègne le 24 janvier 1943, avec d'autres résistants (dont de nombreuses femmes) vers Auschwitz. Elle y est affectée comme médecin et aide, autant qu'elle le peut, les femmes qu'on lui amène par le biais de faux certificats, de changements d'identité et de matricules, mais surtout elle refuse de participer à des pseudo expériences médicales. Elle est transférée ensuite à Ravensbrück où là encore elle vient en aide à de nombreuses détenues. Menacée à cause de son refus, à nouveau, de collaborer aux pseudoexpérimentations médicales, elle réussit à survivre jusqu'à la libération. Elle reçoit le titre de Juste parmi les Nations au mois de mai 1965.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.

⁸ Georges Hauptmann et Maryvonne Braunschweig, « Docteur Adélaïde Hautval », Petit cahier, n° 25, Cercle d'étude de la déportation et de la Shoah, 240 p. ; voir la biographie en ligne sur le site de Yad Vashem. <https://www.yadvashem.org/yv/fr/expositions/justes-auschwitz/hautval.asp>. Consulté le 06/05/2022